Revue du Contrôle de la Comptabilité et de l'Audit
ISSN : 2550-469X
Volume 5 : numéro 2

Rôle de la gouvernance territoriale dans l'implémentation du nouveau management public à l'ère de la régionalisation avancée

Contribution of the territorial governance in the implementation of the new public management at the era of the advanced regionalization

CHERKAOUI RHAZOUANI Hamza
Chercheur
Faculté d'Economie et de Gestion
Université Ibn Tofail, Kénitra
Laboratoire des Sciences Économiques et Politiques Publiques, Maroc
hamzacherkaoui@outlook.com

EL AISSAOUI Hassan
Enseignant chercheur
Faculté d'Economie et de Gestion
Université Ibn Tofail, Kénitra
Laboratoire des Sciences Économiques et Politiques Publiques, Maroc

Date de soumission : 25/05/2021
Date d'acceptation : 30/06/2021
Pour citer cet article :

CHERKAOUI RHAZOUANI H. & EL AISSAOUI H. (2021) « Rôle de la gouvernance territoriale dans l'implémentation du nouveau management public à l'ère de la régionalisation avancée », Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit « Volume 5 : numéro 2 » pp : 160- 175.

Résumé

Les dysfonctionnements, relevées au niveau de l'administration publique ont été à l'initiative de l'émergence du concept de gouvernance territoriale. Cette dernière, s'appuie sur l'implication des citoyens comme stipulé dans le NMD adopté par le Royaume dans le but de répondre aux exigences des usagers avec une vision collaborative et participative. Cet article, met en relief l'exigence de la mise en place des nouvelles réformes qui ont pour finalité la satisfaction des citoyens et l'instauration d'un climat social viable basé sur la valorisation du capital immatériel, en l'occurrence le capital humain. La régionalisation avancée est la consécration d'un changement radicale en matière de pilotage des projets de développement par la mobilisation et l'implication de l'ensemble des parties prenantes. Pour ce faire, il est donc indéniable d'implémenter de nouveaux outils de management et de gouvernance territoriale : chose que traite cet article.

Mots-clés : nouveau management public ; gouvernance territoriale ; nouveau modèle de développement ; régionalisation avancée ; participation citoyenne.

Abstract

Dysfunctions, raised at the level of the public administration were on the initiative of the emergence of the concept of territorial governance. This last, leans on the involvement of the citizens as stipulated in NMD adopted by the Kingdom with the intention of meeting requirements of users with a collaborativeand participative vision. This article throws into relief the requirement of the installation of the new reforms for purpose with the satisfaction of the citizens and with the institution of a viable social climate based on the promotion of the insubstantial capital, in this case the human resources. Advanced regionalisation is the radical consecration of a change in piloting of development plans by mobilisation and involvement of all the stakeholders. In order to do that, it is therefore indisputable to implement ofnew tools of management and of territorial governance: thing that treats this article.

Keywords: new public management; territorial governance; new development model; advanced regionalisation; citizen's participation.

Introduction

L'appellation « NMP »[1] a été propulsé durant les années 1980, suite au nouveau modèle organisationnel mis en place par la Grande-Bretagne dans le but de répondre aux exigences des contribuables par la mise à niveau de la qualité des services publics. Dès lors il est indéniable de moderniser l'administration publique et d'accompagner le changement d'exercice de la fonction publique par la mise en place de processus participative ; Ainsi, plusieurs Etats ont entrepris des actions relevant de l'approche benchmarking pour transposer l'expérience réussie du modèle anglo-saxon. L'émergence du NMP s'appuie sur deux facteurs, en premier lieu la satisfaction du citoyen - usager ; alors que le deuxième pilier concerne l'élément humain à travers les agents publics qui lors de l'exercice de leurs fonctions sont dévoués à la tâche, respect strict de la bureaucratie et convenance avec la hiérarchie. La logique de l'action, les résultats escomptés et les prises d'initiatives sont pratiquement absent voire inexistant dans le dispositif organisationnel ou le mode opératoire.

Dans cette perspective, nous relevons différentes raison qui ont participer activement dans l'émergence du nouveau management public et qui sont d'ordre socio-économique (optimiser les coûts supportés par l'administration publique par l'accompagnement et la mise à niveau des compétences dans le but recherché étant l'adéquation des profil des agents publics aux missions qui constituent leur champs d'action) ; par ailleurs, la conception de leur fonction doit se conjuguer avec la notion de d'ordre sécuritaire afin de participer activement à la paix sociale et conjuguer avec le principe de la trilogie (proximité, éthique et intégrité) ; alors que d'ordre développement durable dans le but de véhiculer une image positive appuyée par la position de l'administration citoyenne. D'autre part, à l'ère de la mondialisation et de la rationalisation des coûts, l'ensemble des institutions et organisations internationales ont salué cette initiative et ayant participer au financement de plusieurs projets structurels permettant la recherche de la performance de l'administration publique par la mise en place d'un nouveau management public comme appuie au nouveau modèle de développement.

[1] Nouveau management public.

Dans ce sens, nous soulevons la problématique suivante :

Quelle est le rôle de la gouvernance territoriale dans la réussite la régionalisation avancée ?

Nous associons à cette problématique la question centrale :

Quel est le rôle du NMP dans la consécration d'une gouvernance efficiente comme levier de la régionalisation avancée ?

Afin d'apporter une réponse à cette problématique, on va diviser notre plan comme suit : en premier on va s'attaquer à la réforme de l'administration publique où on va s'intéresser au pacte de bonne gestion puis au plan de développement économique et social et enfin au programme d'appel à la réforme de l'administration publique. En second plan, on abordera la notion de la régionalisation avancée, pour ensuite passer aux résultats escomptés. Lors de ce dernier volet, on commencera par le premier point qui est la valorisation du capital immatériel, puis on verra par la suite la mise en place des stratégies sectorielles visant la transformation structurelle, s'en suivra une brève présentation de la notion de la protection de l'environnement en rapport de l'Homme à la nature, puis un quatrième point qui va mettre en exergue comment rendre l'action publique efficiente grâce à la gouvernance responsable et enfin, on s'intéressera à l'intégration régionale et le positionnement international du Royaume.

Mais avant de passer au premier point du plan énoncé ci-dessus, on va tout d'abord apporter une explication à l'énoncé de la problématique ainsi qu'à l'intérêt et la finalité de la thématique.

1. Intérêt et processus méthodologique de la thématique

L'intérêt de cet article réside essentiellement dans la contextualisation de la notion de gouvernance territoriale qui représente la clé de voute du NMD initié récemment par la plus haute autorité du Royaume. Aussi, lister les différents chantiers liés à la réforme de l'administration publique à l'ère de la régionalisation avancée. Cette dernière est la pièce maîtresse du renforcement aussi bien des politiques publiques que du développement socio- économique ; en effet, l'importance des collectivités territoriales et leurs compétences à agir d'une manière locale leur permet de jouer le rôle d'intégrateur dans une logique de soutenir la dynamique d'attractivité, l'inclusion sociale et la soudabilité environnementale.

Certes que l'institutionnalisation et la mise en place des outils de pilotage des différentes réformes de l'administration publique permette d'asseoir une flexibilité en matière d'instauration de ces changements ; néanmoins, la valorisation du capital humain par l'adéquation du profil au exigences du poste occupé, l'implémentation des outils d'évaluation basée sur un système d'information des ressources humaines spécifiques à l'administration publique ; c'est dans ce sens que s'inscrit notre problématique qui peut être reformulée comme suit :

Quel sera l'impact de la gouvernance territoriale dans la consécration du nouveau management public à l'ère de la régionalisation avancée ?

Le processus méthodologique que nous avons adopté se base sur une synthèse des écrits scientifiques en relation avec NMP, NMD et la gouvernance territoriale. Aussi, d'identifier les différents chantiers issus des politiques publiques et de l'orientation stratégique du Maroc et qui visent le développement local. Cette vision s'appuie sur la trilogie (développement économique, inclusion sociale) tout en s'assurant de l'implication et de la mobilisation de parties prenantes. L'intégration de l'ensemble des parties prenantes est une condition sine qua non pour maintenir l'équilibre entre les politiques publiques d'une part et la réalité locale d'autre part dans une logique de personnaliser les besoins de chaque région par des projets de développement locaux.

2. Réforme de l'administration publique

La réforme de l'administration publique a toujours suscité représente le pilier des projets gouvernementaux ; d'ailleurs elle a fait l'objet de plusieurs engagements dans différentes déclarations gouvernementales « 1990 ».

2.1. Le pacte de bonne gestion

La prise de conscience des différents dysfonctionnements et de l'inefficacité de l'administrationa été à l'origine de la mise en œuvre du « PBG » pacte de bonne gestion « 1998 » et qui s'est traduit dans les différentes politiques du gouvernement, l'objectif assigné à ce dispositif afin demoderniser l'administration en ayant une vision stratégique lui permettant d'être au diapason du nouvel ordre mondial et d'accompagner les besoins des citoyens. Le principe du pacte de bonne gestion et d'orienter le service public vers la notion d'action à travers trois axes fondamentaux : optimisation de la gestion publique, adopter une moralisation responsable de la vie administrative, implémenter une culture basée sur une ouverture informationnelle et communicationnelle vis-à-vis de l'environnement.

Concernant l'optimisation de la gestion publique, elle consiste essentiellement à apporter une touche de modernité à la gestion publique, et ce en adoptant des « outils de gestion issus de l'entreprise marchande à l'Etat »[2]. S'en suit automatiquement une immersion d'une nouvelle vision de la vie administrative traduite par ce qu'on appelle une moralisation responsable, qui permet donc une certaine ouverture et transparence de l'administration.

Ainsi, il est utile d'évaluer l'existant pour asseoir un pacte de bonne gestion.

[2] YOUSSEF.S et JAFI.H. (2021) « Intégration de la démarche performance dans la gestion publique au Maroc à l'aune la crise du covid-19 », Revue Française d'Economie et de Gestion«Volume 2: Numéro 3»pp: 236-

2.2. Le plan de développement économique et social (PDES)

En prolongement de l'esprit d'apporter un mode organisationnel qui réponds le plus aux besoinsdes citoyens et de parfaire la fonction dédiée à l'usager ; il est donc impératif de mettre en place un modèle organisationnel cohérent qui comprends le volet économique et social suivant un plan de restructuration innovant. Cette dernière fait référence à la compétence des agents publics et au modèle organisationnel qui doit être orienté productivité et efficience plutôt que réalisation des tâche, respect de la hiérarchie et de la bureaucratie. Conscient du rôle crucial que peut jouer l'initiative de la réforme administrative dans la modernisation de l'administrationpublique et des différents acteurs qui forment l'appareil de l'État, le PEDS a été initié pour opérationnaliser cette initiative surtout que le mérite et le rendement sont des critères pris en considération dans le système d'évaluation des compétences. A noter que la maîtrise des coûtsest une nécessité pour atteindre un modèle organisationnel efficient et transparent. L'objectif assigné étant alors de réduire la masse salariale qui se situe à 12% du PIB en 199 à 10,7 en terme du plan de développement économique et social.

2.3. Programme d'appui à la réforme de l'administration publique (PARAP) Avec l'appui et l'assistance financière des organisations internationales, l'adoption du concept d'efficacité, du capital humain comme valeur immatériel et de gestion des ressources humaines

« SIRH » s'inscrive dans l'ordre stratégique des politiques publiques des différentes

administrations dans la continuité d'instaurer une politique de proximité, d'asseoir les droits del'homme, droit à l'information et la transparence afin de sensibiliser les citoyens et s'assurer de son implication dans la production du service public en tant que partie prenante à part entière.

3. La régionalisation avancée, pilier de la gouvernance territoriale

La diversification de l'économie et la recherche de l'efficience du service public ont été à la base de l'investissement conséquent dans le développement humain ; la réforme de l'administration publique appuyée par le nouveau management public en permis d'implémenter une gouvernance territoriale responsable et citoyenne. Cette volonté d'instaurer un développement territorial productif au niveau économique et sociale se traduit par la mise en place de la régionalisation avancée.

Actuellement, le Maroc comprend au premier niveau 16 régions, au second, 75 préfectures ou provinces (13 préfectures et 62 provinces), et au troisième niveau : 1503 communes dont 221 urbaines et 1282 rurales. Chaque région est administrée par un haut fonctionnaire, le Gouverneur qui dirige les provinces ainsi que les préfectures. « Les niveaux inférieurs sont constitués par des cercles qui sont administrés par des chefs de cercle et enfin, le dernier niveau est représenté par les caïdats en milieu rural et les pachaliks au niveau urbain dirigés respectivement par un caïd et un pacha. »[3].

On remarque alors l'existence d'un maillage de l'administration où l'Etat est représentée à toutes les échelles territoriales avec une délégation ainsi qu'une décentralisation du pouvoir descendante et pyramidale.

L'étendue de la régionalisation avancée se réfère à la nouvelle constitution de 2011 et suivant l'article « 141-142 » qui a propulsé un nouvel état d'esprit en matière de pilotage de la chose publique. L'implémentation du NMP, ainsi que la valorisation du capital humain en tant moteurde changement, l'adoption des politiques publiques en tandem avec les besoins et les réalités locales ainsi que la mise en place d'une gouvernance territoriale efficiente ont été à l'origine des différents chantiers pilotés dans le cadre de la réforme de l'administration publique afin de parfaire les prérogatives du NMD. Il s'agit d'un changement radical qui allie la flexibilité des procédures administratives, l'adoption d'une politique de proximité vis-à-vis des réalités terrain et en adoptant une attitude proactive vis-à-vis des citoyens.

[3] Lokrifa, A. & Moisseron, J. (2014). La politique de régionalisation avancée au Maroc : enjeux et état des lieux. Maghreb - Machrek, 3(3), 111-126. https://doi.org/10.3917/machr.221.

4. Résultats escomptés

A l'issue du différent dysfonctionnement relevé au niveau de l'administration publique, plusieurs programmes ont été mis en place afin de palier à ce déficit par la modernisation de l'administration publique et d'instaurer une gouvernance responsable et citoyenne. Le processus de développement permet de réussir l'émergence d'une dynamique économique et d'offrir des opportunités d'une manière équitable à tous les citoyens un champ de développement socio-économique qui englobe l'emploi, la paix sociale, le bien être suivant lesdirectives de l'agenda 2030.

4.1. Valorisation du capital immatériel

Le développement et l'accompagnement du capital humain représente une priorité et un impératif de réussite du NMD. En effet, le niveau élevé de l'analphabétisme des adultes (32 %)[4] ainsi que le niveau d'instruction moyen ne dépasse pas cinq ans alors qu'ils se situent à sept pour les pays émergeant. En outre, la formation initiale doit s'appuyer sur l'acquisition descompétences aussi bien intrinsèques, comportementale qu'humaine pour garantir une intégration socio-économique de la population concernée l'appréhension des nouvelles technologies de l'information et de la communication ainsi que l'apprentissage des langues sont des références considérables dans le dispositif de réforme du système éducatif. La mise à niveau des compétences de l'administration publique et aussi une des préoccupations majeuresde l'administration publique afin de garantir une mise à niveau des compétences ; l'implémentation d'un système d'information des ressources humaines spécifiques àl'administration publique.

4.2. Mise en place des stratégies sectorielles visant la transformationstructurelle

L'intégration du secteur privé dans le NMD est essentielle pour asseoir un avantage concurrentiel durable et garantir une vision globale et cohérente de ce dispositif de modernisation. Cette vision s'appuie sur l'intégration des métiers mondiaux qui permettre au Maroc de bénéficier d'un avantage concurrentiel durable. À l'issue des stratégies dont modernisation de l'appareil industriel, le Maroc a adopté à travers nouveau modèle de

[4] Données du Haut-Commissariat au Plan

développement des plans d'action spécifique pour chaque secteur ; cette orientation, s'inscrit dans la transformation structurelle de l'appareil productif pour créer une richesse globale basée sur la valorisation du capital immatériel.

Plusieurs dispositifs d'accompagnement en été mis en place, ainsi, le soutien des entreprises enl'occurrence les PME et PMI ainsi que les TPE permet de stimuler l'innovation et l'esprit d'entreprenariat et participer activement dans le développement socio-économique du royaume. L'encouragement de l'économie numérique, assurer un climat favorable à l'investissement par la lutte contre la corruption et l'instauration des prérogatives visant l'éthique dans l'exercice des métiers permet de combattre la précarité, le chômage et l'exclusion sociale.

4.3. Protection de l'environnement en rapport de l'Homme à la nature

La mise en place du plan de DD 2030 représente un gage effectif du plus haute instance du royaume dans l'instauration d'un projet collectif qui vise la protection de l'environnement et de la biodiversité à l'instar des directives du sommet de la Terre. L'encouragement de l'économie verte et le déployé avant des outils permettant l'investissement socialement responsable permet à leur tour de reconsidérer le rapport de l'homme à la nature.

4.4. Rendre l'action publique efficiente grâce à la gouvernance responsable

La notion de gouvernance a mobilisé une grande préoccupation des pouvoirs publics. L'objectif assigné à l'administration publique à travers les collectivités territoriales et d'améliorer significativement le bien-être social des citoyens. L'intérêt de la régionalisation avancée en l'occurrence la loi organique est de faire face au déséquilibre régional, favoriser la déconcentration et de donner les moyens adéquats à chaque région pour piloter les projets de développement locaux. L'ensemble de ces éléments permette d'asseoir une bonne gouvernance
; en revanche, il est impératif d'implémenter des outils de pilotage qui se base sur le suivie des réalisations afin de de réussir l'efficience de l'action publique. Les indicateurs de mesure et del'évaluation de l'action publique sont des appuis à la bonne gouvernance ; par conséquent l'adoption de nouveaux dispositifs attachés à la gouvernance territoriale doit accompagner de pilotage de l'ensemble de ces réformes.

4.5. Intégration régionale et positionnement international du Royaume

A l'ère de la mondialisation et de la globalisation des marchés, le Maroc et l'instar des autres pays est assujetti à de son capital relationnel afin d'étoffer son réseau d'alliances avec les pays partenaires et différentes puissances économiques. L'intégration régionale en adoptant une vision Sud-Sud a permis d'augmenter ses facteurs d'attractivité et de jouir d'un capital relationnel privilégié vis-à-vis des institutions internationales.

Conclusion

Les quatre piliers du NMD à savoir (valorisation de l'humain, protection de l'environnement, planétarisation, l'exponentialité) dépendent de deux facteurs, l'intégration de l'ensemble des parties prenantes et en l'occurrence une participation active, responsable des citoyens ainsi qu'une bonne gouvernance. Par ailleurs, l'intégration de ces paramètres nécessite un bassin favorable à l'implémentation de l'ensemble de ce dispositif ; nous insinuons à ce niveau la réforme de l'administration publique pour une meilleure qualité de service et une rationalité des ressources.

Dans cette configuration, la réforme de l'administration publique s'appuie sur quatre principales transformations : d'abord d'ordre organisationnel qui vise l'allégement des procédures administratives liées à la hiérarchie et à la longueur complexe et inexpliqué de la qualité des service public , nous intégrons à ce niveau le NMP ; une transformation numérique qui a pourbut finalité d'opérationnaliser la politique de proximité, de gérer en temps réel les données numériques du service public et de garder une traçabilité, ce chantier impose un accompagnement du changement afin d'asseoir une appréhension vis-à-vis des NTIC; et enfin une transformation éthique qui relève de l'aspect comportemental dans l'objectif assigné est de combattre les inégalités entre l'ensemble des citoyens, la corruption et la démocratisation du service public à une finalité de satisfaction des usagers.

En perspective à cette thématique, nous pouvons orienter la vision vers le système de pilotage et les outils d'évaluation. En effet, la mise en place de la régionalisation avancée appuyée par le nouveau modèle de développement permettra d'établir un équilibre socio-économique ; une satisfaction des citoyens et une meilleure qualité du service publique. Néanmoins, il est indispensable de mettre en place des outils de suivies du pilotage de ces réformes afin de corriger en cours de réalisation des différents projets de développement. Un autre élément à prendre en considération est la gouvernance territoriale qui est une nouvelle notion et qui nécessite un dispositif basé sur les résultats et la délégation des pouvoirs ; par conséquent, la perspective réside dans l'évaluation aussi bien qualitative que quantitative de l'ensemble de ces concepts au sein de l'administration publique pour créer un référentiel comme système de pilotage pour chaque région.

BIBLIOGRAPHIE

Ammar, M. (2015). Le projet d'autonomie territoriale et régionalisation avancée au Maroc:Défis et perspectives [Thèse de doctorat]. Université de Reims Champagne-Ardenne.

Badri, L. (2019). La décentralisation au Maroc: Quelles perspectives pour la gouvernance locale et le développement territorial ? [Thèse de doctorat, Communauté d'universitéset d'établissements Université Grenoble Alpes]. http://www.theses.fr/2019GREAH018/document

Benyahya, M. (Ed.). (2011). Rapport de la Commission Consultative de la Régionalisationsur "La Régionalisation avancée. Publications de la Revue Marocaine d'Administration Locale et de Développement (REMALD).

Bozzo, T., Fouchet, R. D. de thèse, Lopez, J.-R. P. du jury de soutenance, Liarte, S.

R. de lathèse, Babeau, O. R. de la thèse, Michel, H., Liddle, J., Ecole Doctorale Sciences Economiques et de Gestion d'Aix-Marseille, Institut de management public et gouvernance territoriale, & Centre d'études et de recherche en gestion. (2014). Le leadership territorial, de l'ancrage singulier aux canevas institutionnels: Les trajectoires de gouvernance.

D. Augias, Gouvernance et stratégie des territoires. 2021., Levallois-Perret, France:Studyrama,

Ecole nationale d'administration publique. (2011). Télescope (Sainte-Foy), ISSN 1203-3294.

La participation citoyenne. Observatoire de l'administration publique.

El Akari, A., & REMALD. (2019). Revue Marocaine d'administration locale et

de développement, ISSN 1113-1764. La gouvernance territoriale du sport au Maroc.Publications de la Revue marocaine d'administration locale et de développement.

El Harchaoui, A. (2013). La décentralisation régionale au Maroc [Thèse de doctorat].
Aix Marseille Université.

Elfort, M., Roux, V., Centre de recherche sur les pouvoirs locaux dans la Caraïbe, & Institut de droit d'outre-mer. (2012). La gouvernance territoriale dans les régions et départements français d'Amérique: Actes des journées d'études de Cayenne des 8 et 9 avril 2011. Presses universitaires d'Aix-Marseille.

Fassi de Magalhaes, M., & Touzeil-Divina, M. (2017). La régionalisation avancée au Maroc.Ferlie, E., & Ongaro, E. (2015). Strategic management in public services organizations: Concepts, schools and contemporary issues.

Fernandez, V., & Puel, G. (2010). La gouvernance territoriale des TIC. Hermès sciencepublications : Lavoisier, impr. 2010.

Ferreboeuf, G., & Charrier, M. P. (2011). Participation citoyenne et ville. l'Harmattan.

Horizons publics. Hors-série, ISSN 2678-5773. Participation citoyenne. (2019). Berger-Levrault.

Kebabtchieff, S. (2014). Maghreb Machrek, ISSN 1762-3162. Gouvernance territoriale auMaroc. Eska.

Kitiyi Kapou, B. P. (2015). Le changement organisationnel des collectivités locales [Thèse dedoctorat, Université Lille 1 - Sciences et technologies]. http://www.theses.fr/2015LIL12002/document

Lokrifa, A. & Moisseron, J. (2014). La politique de régionalisation avancée au Maroc

: enjeux et état des lieux. Maghreb - Machrek, 3(3), 111-126.

Lucian, J.-S., & Picard, P. (2017). Le nouveau management public: Une démarche pour unestructure publique à vocation commerciale.

Marcou, G., & Wollmann, H. (2006). Annuaire des collectivités locales, ISSN 0291- 4700. Lagouvernance territoriale. CNRS.

Marion, C., & Kroll, L. P. (2010b). Participation citoyenne au projet urbain. l'Harmattan.

Martin, D., Lefebvre, A., & Jaillet, M.-C. (2000). La participation citoyenne des habitants àl'amélioration du cadre de vie: Du quartier au monde.

Mas, J. (2008). Participation citoyenne et travail social.

Morel, V. (2019). La participation citoyenne: Enjeux et outils d'engagement démocratique.Territorial éditions.

O'Toole, L. J., & Meier, K. J. (2011). Public management: Organizations, governance, andperformance.

Pasquier, R., Simoulin, V., & Weisbein, J. (2007). La gouvernance territoriale: Pratiques, discours et théories. L.G.D.J.

Pasquier, R., Simoulin, V., Weisbein, J., & Le Galès, P. A. de la postface. (2013).

La gouvernance territoriale: Pratiques, discours et théories. LGDJ.

Peignot, J., Rochet, C., Aubert, N. P. du jury de soutenance, Moriceau, J.-L. R. de la thèse, Lebraty, J. F. R. de la thèse, Corniou, J.-P., Février, R., Ecole Doctorale Sciences Economiques et de Gestion d'Aix-Marseille, Institut de management public et gouvernance territoriale, & Centre d'études et de recherche en gestion. (2014). La fabrique des administrations à l'ère numérique.

Perrat, J. (2008). Gouvernance territoriale: Rapport de recherche (Adees Rhône-

Alpes, Ed.).

Pestoff, V. A., Brandsen, T., & Verschuere, B. (Eds.). (2012). New public governance, the third sector and co-production. Routledge.

Rafroidi, D. (2018). Nouveau management public & éducation: Le reconnaître, le comprendre, y résister. Adapt/Snes éditions.

Rande, C., Zepf, M., & Institut de géographie alpine. (2015). La participation citoyenne au regard des nouveaux praticiens des territoires. Institut de géographie alpine.

Simard, J.-F., Chiasson, G., Martin, T., & Proulx, N. (2008). Canadian journal of regional science, ISSN 0705-4580. La gouvernance territoriale. Département de géographie, Université de Montréal.

Tiberghien, B. (2006). Gouvernance territoriale et gestion des risques naturels: Le management des territoires à dangerosité inhérente [Thèse de doctorat]. Université Paul Cézanne.

Trosa, S., Bartoli, A., Cannac, Y., Migaud, D. P., Vallemont, S. A. de la postface, & Cercle de la réforme de l'État. (2016). Les paradoxes du management par le sens. Presses de l'École des hautes études en santé publique.

Yasso, D. (2014). La bonne gouvernance à l'épreuve des faits: Le cas des entreprises publiques du secteur maritime au Bénin [Thèse de doctorat, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne].

YOUSSEF.S et JAFI.H. (2021) «Intégration de la démarche performance dans la gestion publique au Maroc à l'aune la crise du covid-19», Revue Française